

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 439 du 05.03

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Démission du gouvernement de Cisjordanie.

Les nababs du monde se sont retrouvés dans la prestigieuse station de Charm el- Cheikh.

2 Les brèves

2-1 Le porte-parole de l'armée israélienne accueilli à coups de godasses à Amsterdam.

2-2 Clinton lance au Proche-Orient une diplomatie "agressive"

2-3 La situation sanitaire des Palestiniens s'est nettement détériorée.

3 Dossier

3-1 Les nababs du monde se sont retrouvés dans la prestigieuse station de Charm el- Cheikh.

3-2 René Naba : Le triomphe des ultra faucons israéliens...

3-3 K.Selim : Sortir d'une stratégie absurde.

3-4 "Il ne peut y avoir de paix sans le Hamas"

3-5 La colonisation, machine infernale.

3-6 Menahem Klein : « Deux peuples, deux états » menacés par la colonisation »

3-7 Abdel Bari Atwan : Si seulement Hillary Clinton se taisait !

4 Déclaration, **courrier des lecteurs & témoignage**

4-1 La Cisjordanie et le Mur de l'Apartheid.

4-2 Choujaïa, Est de Gaza.

4-3 Heather Sharp : Rage et désespoir parmi les jeunes de Gaza.

4-4 LEVY Gideon : Une balle dans le ventre.

demain paraîtra : **"Les dossiers Géopolitique"** de la Palestine

Tiré a part

Démission du gouvernement de Cisjordanie.

"Le Premier ministre Salam Fayyad a présenté la démission de son gouvernement au président Mahmoud Abbas. Cette démission devient effective dès la formation d'un gouvernement de consensus national au plus tard à la fin du mois en cours", a annoncé le bureau de M. Fayyad dans un communiqué..

Il a affirmé que cette mesure "vise à soutenir les efforts destinés à former un gouvernement de consensus national restaurant l'unité de la patrie".

M. Fayyad a été nommé en juin 2007

(AFP / 07 -03)

Les nababs du monde se sont retrouvés dans la prestigieuse station de Charm el-Cheikh.

Une nouvelle fois, les nababs du monde se sont retrouvés dans la prestigieuse station de Charm el-Cheikh, au bord de la Mer Rouge en Egypte ;

une nouvelle fois, les promesses faites pour l'aide aux Palestiniens (4,5 milliards de \$US) se sont révélées généreuses, dépassant de loin l'attente des responsables tant du Fatah que du Hamas ;

une nouvelle fois, l'aide promise par ces puissances sera ample et donnera à ses principaux représentants, l'illusion et la bonne conscience du « devoir accompli » ;

une nouvelle fois, ces rencontres entre riches revêtent de plus en plus l'allure écœurante d'un club « philanthropique » où les décisions perpétuent un esprit colonial bien ancré, ce qui n'augure dès lors aucun changement dans la perspective d'un juste règlement du conflit ;

une nouvelle fois, les premiers concernés n'étaient pas présents à cette super loterie : ni le Hamas qui après avoir été élu majoritairement à Gaza gère pourtant l'organisation pratique de ce lambeau de territoire ; ni Israël, responsable de ces dégâts incommensurables ;

une nouvelle fois ces élites serviles se sont aplaties devant l'occupant israélien, lui « *demandant plus de souplesse dans l'ouverture des points de passage* » – toujours bloqués ! – de la Bande de Gaza où tentent de survivre près d'un million et demi de civils, condamnés à cet emprisonnement depuis des décennies en n'ayant d'autre tort que d'être nés Palestiniens ;

une nouvelle fois, les responsables israéliens doivent se frotter les mains et sentir que pour eux, rien ne change malgré leurs crimes répétés qu'ils peuvent donc poursuivre, en toute impunité ;

une nouvelle fois, la secrétaire d'Etat des USA, Hillary Clinton, a déclaré « *être prête à travailler avec 'tout' nouveau gouvernement israélien* », confirmant qu'il n'y a que les Palestiniens que l'on punit de leur funeste choix électoral ;

une nouvelle fois, les infatués de ce monde démontrent que la Justice la plus sommaire ne fait décidément pas partie de leur registre, et qu'ils entendent maintenir leur deux poids, deux mesures, utilisant d'ailleurs cette aide promise à conforter le Fatah tant décrié par eux-mêmes il y a peu, pour corruption endémique ;

une nouvelle fois, tant les discours entendus que les décisions prises attestent que ces princes ne veulent rien entendre, rien voir ni rien comprendre d'une situation désastreuse qu'ils s'entêtent à alimenter ;

une nouvelle fois les Palestiniens devront se contenter de cet assistanat parce que les responsables éclairés de la planète n'osent prendre Israël à contre-pied, ni ne sont capables d'imposer comme ils le font pourtant ailleurs « préventivement » et de façon militaire parfois, la moindre solution politique ;

une nouvelle fois l'arrogance du président français s'est illustrée par un discours de type bushien, distribuant les bons et les mauvais points, fustigeant le Hamas et adoubant le Fatah au mépris total des règles élémentaires de toute démocratie. Un peu comme si lors des dernières élections en France, les dirigeants palestiniens s'étaient immiscés dans le débat et à chaque occasion invitaient les Français à se regrouper derrière Ségolène Royal quand le candidat Sarkozy a pourtant remporté les élections ;

une nouvelle fois, les Palestiniens devront ravalier leur colère et se rappeler qu'ils ne peuvent décidément compter que sur eux-mêmes s'ils veulent voir un jour leurs droits respectés ;

et fort probablement que suite à tant de décisions inadéquates et imbéciles, nous assisterons impuissants, à une énième déflagration dans la région... quand tout aura été reconstruit et qu'Israël recevra l'aval des USA pour tout redémolir, une nouvelle fois...

Daniel Vanhove –

Observateur civil

Membre du Mouvement Citoyen Palestine

Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes – 2004

La Démocratie Mensonge – 2008

Aux Ed. Marco Pietteur

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le porte-parole de l'armée israélienne accueilli à coups de godasses à Amsterdam

24 février 2009

Ron Edelheit, porte-parole de l'armée israélienne, a été "bombardé de chaussures" à l'Hotel Apollo où il venait faire une conférence, hier.

Après avoir essuyé l'annulation de sa conférence par l'Hotel College d'Amsterdam, qui avait reçu de nombreux courriers indignés, le criminel de guerre israélien a été accueilli par un rassemblement de protestation devant l'Hôtel Appollo, et par un lancer de chaussures, initié par plusieurs manifestants, rapporte l'agence de presse néerlandaise ANP.

Sa conférence à Amsterdam avait comme intitulé « Après la guerre de Gaza, quoi maintenant ? » .

Le Comité Palestine néerlandais, a souligné que ce monsieur était porte-parole de l'armée israélienne pendant les massacres à Gaza et qu'il avait estimé "justifiées" "la destruction, les morts et les ruines causées par Israël".

24 février 2009

ANP :

2-2 Clinton lance au Proche-Orient une diplomatie "agressive"

La secrétaire d'Etat Clinton a lancé sa "diplomatie agressive" au Proche-Orient ...

"Clinton a insisté sur la création d'un Etat palestinien, que le Premier ministre pressenti, Netanyahu, rejette.

"Au final, œuvrer à une solution à deux Etats est inévitable", a affirmé la secrétaire d'Etat. Mais, a-t-elle ajouté, "le premier pas dès à présent, sans attendre un nouveau gouvernement (israélien), est un cessez-le-feu durable" à Gaza, appelant le Hamas, qui contrôle le territoire, à cesser "de tirer des roquettes" sur Israël..

Le porte-parole du Hamas, Taher al-Nounou, a accusé Mme Clinton de "partialité" en faveur d'Israël.

Clinton, qui n'a eu cesse de rappeler les liens étroits entre Israël et les Etats-Unis, a aussi tenté de rassurer l'Etat hébreu sur la question iranienne, préoccupation majeure des Israéliens.

"Nous avons l'intention de faire tout notre possible pour empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires", a-t-elle assuré.

Nous allons envoyer un représentant du Département d'Etat et un autre de la Maison Blanche pour examiner avec la Syrie des questions bilatérales", a affirmé Mme Clinton

Selon un responsable américain, Jeffrey Feltman, secrétaire d'Etat adjoint par intérim au Proche-Orient, et Daniel Shapiro, conseiller à la sécurité nationale chargé du Proche-Orient à la Maison Blanche, se rendraient à Damas après la fin de la visite, mercredi, de la secrétaire d'Etat. 03 mars <http://www.aloufok.net:80/spip.php?article253>

2-3 La situation sanitaire des Palestiniens s'est nettement détériorée.

'Depuis 2000, les territoires palestiniens occupés ont subi un accroissement de l'insécurité, en raison de l'érosion voire de l'effacement complet de nombreux progrès sanitaires enregistrés jusqu'alors', écrit le rédacteur en chef du Lancet, Richard Horton, résumant une étude de deux ans menée en collaboration avec des Palestiniens, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres agences de l'ONU. 'Ces revers, ajoutés aux offensives israéliennes sur Gaza, ont plongé la région dans une crise humanitaire', ajoute-t-il, suite à cette étude publiée jeudi 5 mars.

Parmi les problèmes les plus aigus, l'enquête pointe du doigt les restrictions au transport imposées par Israël, qui rendent difficile l'accès aux hôpitaux. 'De profondes injustices face à la santé sont dorénavant visibles entre la Cisjordanie et Gaza, des injustices qui ont commencé à se faire jour bien avant que le Hamas remporte les élections en 2006', estime le rédacteur en chef.

L'étude cite le cas de 69 Palestiniennes qui, entre 2000 et 2006, ont été contraintes d'accoucher à des checkpoints israéliens.

Les efforts en vue d'établir un système de santé efficace 'restent vains', soulignent les auteurs de l'étude, accusant la 'nature de l'Autorité palestinienne, qui n'a que peu d'autorité dans la pratique et qui est accablée par l'inefficacité, le copinage, la corruption et l'établissement de priorités inadéquates destinées à satisfaire les préférences des organisations humanitaires étrangères'. 'Des conditions semblables existent ailleurs mais, dans les territoires palestiniens occupés, elles sont aggravées et perpétuées par l'occupation militaire', souligne le rapport. L'étude conclut qu'une amélioration de la situation passerait avant tout par 'l'établissement d'un Etat palestinien souverain'.

5/3

LeMonde.fr

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Les nababs du monde se sont retrouvés dans la prestigieuse station de Charm el- Cheikh.

Les donateurs internationaux se réunissent lundi en Egypte pour apporter une aide massive à la reconstruction de Gaza et à la relance de son économie, six semaines après l'offensive israélienne qui a dévasté le territoire palestinien.

Les donateurs, qui se retrouvent dans la station de Charm el-Cheikh (mer Rouge), devraient promettre au moins 2,8 milliards de dollars pour financer un plan de reconstruction et de soutien économique préparé par l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.

"L'objectif de ce plan n'est pas seulement de ramener la situation à Gaza à ce qu'elle l'était avant l'agression israélienne mais à l'améliorer sensiblement en liant la reconstruction au développement économique", a affirmé dimanche soir à des journalistes le Premier ministre palestinien Salam Fayyad.

"Tout indique que les donateurs vont s'engager à répondre favorablement aux demandes que nous formulons dans ce plan pour tous les secteurs", a-t-il ajouté.

La conférence se tient sur fond de regain de tension autour de Gaza, d'où des roquettes ont encore été tirées dimanche vers le sud d'Israël. Le Premier ministre israélien sortant Ehud Olmert a menacé d'une riposte "sévère". Le plan prévoit 1,3 milliard de dollars en 2009-2010 pour la reconstruction et le redémarrage de l'économie et 1,5 milliard pour combler le déficit prévu dans l'exercice en cours du budget de l'Autorité palestinienne, dont la moitié est consacrée à Gaza bien que M. Abbas n'exerce aucun contrôle sur ce territoire tombé mi-2007 aux mains des islamistes du Hamas.

Pour sa part, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé à 2,25 mds de dollars --dont 600 millions de dollars pour reconstruire et réhabiliter Gaza-- les besoins d'aide pour l'Autorité Palestinienne en 2009.

Comment faire parvenir l'aide sans traiter avec le Hamas, considéré comme une organisation terroriste en Occident, sera l'une des principales préoccupations des participants.

Quelque 75 délégations du monde entier sont attendues. Outre le président égyptien Hosni Moubarak, son homologue français [Nicolas Sarkozy](#), le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, le secrétaire général de l'[ONU](#) Ban Ki-moon et la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton seront là.

Mme Clinton annoncera une contribution de 900 millions de dollars, dont 300 millions d'aide directe à Gaza, a indiqué le département d'Etat.

L'[Union européenne](#) a indiqué qu'elle s'engagerait à hauteur de 554 millions de dollars en 2009. De leur côté, les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman) ont promis le versement de 1,65 milliard de dollars, selon l'agence saoudienne SPA.

La conférence doit aussi lancer un appel en faveur d'une relance du processus de paix israélo-palestinien au moment où Israël s'apprête à se doter du cabinet le plus "faucou" de son histoire.

Une réunion du Quartette pour le Proche-Orient (ONU, UE, [USA](#) et [Russie](#)), qui oeuvre pour la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, est prévue en marge de la conférence.

L'offensive israélienne qui a fait plus de 1.300 morts a pris fin le 18 janvier mais les tractations en vue d'une trêve durable entre le Hamas et Israël sous les auspices de l'Egypte n'ont toujours pas abouti.

Israël lie l'ouverture des points de passages de la bande de Gaza, indispensable pour la reconstruction, à la libération d'un de ses soldats qui y est détenu depuis sa capture en 2006.

"Si les donateurs fournissent le financement nécessaire et les points de passage sont rouverts nous pourrions commencer la reconstruction dans six semaines au plus tard", a insisté M. Fayyad.

2/3 AFP

Promesses de dons attendues lundi:

- [Union européenne](#): premier contributeur de l'aide aux Territoires palestiniens (environ 1 milliard d'euros par an), l'UE devrait consacrer à la reconstruction et l'aide humanitaire dans la Bande de Gaza une grosse moitié des 436 millions d'euros (556 millions de dollars) d'aide promis aux Palestiniens pour 2009, selon des responsables européens; chacun des Etats membres de l'UE présentera ses propres promesses lundi

- Etats-Unis: 900 millions de dollars (709 millions d'euros)

- Arabie saoudite: 1 milliard de dollars (789,5 millions d'euros)

- Qatar: 250 millions de dollars (197,4 millions d'euros)

- [Algérie](#): 100 millions de dollars (79 millions d'euros)

AFP

Reconstruire Gaza ?

87 Etats et organisations internationales se sont donné rendez-vous lundi à Charm el-Cheikh, station balnéaire égyptienne sur la mer Rouge, pour une conférence portant sur l'aide à la reconstruction de la bande de Gaza. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas y participe, mais les représentants du Hamas n'y ont pas été conviés.

Outre les volumes de l'aide financière et autre devant être fournie aux Palestiniens, les participants de la conférence discutent des mécanismes de réalisation de cette assistance, compte tenu du fait que la plupart des pays européens et les Etats-Unis qualifient le Hamas d'organisation terroriste.(...)

La bonne volonté est au rendez-vous de Charm el-Cheikh –

l'Arabie saoudite a déjà promis un milliard de dollars, les Etats-Unis 900 millions, l'Union européenne 556 millions-

Un responsable de la Ligue arabe a reconnu samedi, sous couvert d'anonymat, que la promesse saoudienne, comme celles du Qatar (250 millions de dollars) et de l'Algérie (100 millions), ne s'était pas encore concrétisée à cause des désaccords Hamas-Fatah.

"Nous voulons que des comptes puissent être rendus à la communauté internationale.

Il peut y avoir différents types de solutions créatives", juge de son côté Peter Lerner, porte-parole du secteur de l'armée israélienne chargée des civils palestiniens.

Mais pour que la reconstruction s'engage sans heurts, et ouvre la voie à une pacification du territoire palestinien et de nouveaux horizons à la paix, une série d'événements improbables serait nécessaire.

- Le Hamas aurait à se réconcilier avec le Fatah, et à accepter de baisser d'un ton sa rhétorique anti-israélienne et de partager le pouvoir avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

- Israël et l'Égypte auraient à reconnaître la réalité du rôle du Hamas à Gaza et à rouvrir les frontières bouclées de Gaza.

Les observateurs internationaux estiment que malgré tous les efforts de la communauté internationale, le lancement des travaux de reconstruction de Gaza pourrait traîner en longueur en raison du blocus imposé par Israël et des divergences interpalestiniennes.

2 mars –

RIA Novosti.

<http://fr.rian.ru:80/world/20090302/120377273.html>

<http://www.aloufok.net/spip.php?article242>

01-03

C'est le Premier ministre d'Abbas, Salam Fayyad, qui sera l'interlocuteur des donateurs et veut que la plus grande partie des fonds passent par son gouvernement.

Fayyad gère déjà des volumes importants d'aide internationale -7,7 milliards de dollars sur la période 2008-2010 - et en transfère 120 millions chaque mois vers Gaza, pour l'assistance et les salaires des fonctionnaires d'avant la prise du pouvoir par le Hamas.

D'autres sommes, notamment celles consacrées à la reconstruction des habitations, iraient directement sur les comptes bancaires des Gazaouis.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article242>

Seules des frontières vraiment ouvertes pourront empêcher la catastrophe.

01-03

On ne sait guère quel type de décision pourra sortir lundi de la réunion de Charm el-Cheikh. Une possibilité serait de réunir les promesses de dons et de se concentrer dans un premier temps sur l'aide humanitaire d'urgence, ces dizaines de camions qui entrent dans Gaza chaque jour.

En attendant, même cette aide d'urgence est ralentie par les restrictions aux frontières, note John Ging, le responsable de l'UNRWA à Gaza. Des milliers de tonnes d'aide restent selon lui coincées, Israël ne réussissant pas à gérer un tel volume via de petits points de passage secondaires ouverts pour l'acheminement de l'assistance.

D'après John Ging, seules des frontières vraiment ouvertes pourront empêcher la catastrophe et de nouvelles violences. Avant la guerre, observe-t-il, les trois-quarts du 1,4 million de Gazaouis recevaient une aide, le blocus ayant enfoncé le territoire dans la pauvreté et éradiqué l'industrie privée. "Il est plus urgent que jamais aujourd'hui de trouver les solutions afin de rouvrir les points de passage", dit-il.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article242>

3-2 René Naba : Le triomphe des ultra faucons israéliens...

... terme ultime de la glaciation idéologique du sionisme

Le triomphe des ultra faucons israéliens aux élections législatives du 10 février 2009, qui devrait être couronné par la formation d'un gouvernement Netanyahu-Liberman, le tandem le plus à droite de l'histoire israélienne, marque le terme ultime du processus de glaciation idéologique du sionisme fondateur d'Israël, une radicalisation qui plonge le camp occidental dans une redoutable épreuve de vérité, en le plaçant à l'épreuve de ses propres principes.

Par un singulier retournement de conjonctures, les deux principaux protagonistes du conflit israélo-palestinien se retrouvent, par une cruelle ironie de l'histoire, dans une situation de parfaite similitude: le Likoud et le Hamas, tous deux démocratiquement élus, se refusent tous les deux à admettre l'existence officielle de l'autre, l'honorable israélien d'une manière équivoque, le paria palestinien d'une manière non équivoque.

Benyamin Netanyahu, le destructeur des accords israélo palestiniens d'Oslo (1993) préside en effet un parti dont la charte n'admet nullement l'existence d'un état palestinien, pas plus que les engagements internationaux d'Israël, vidés de leur substance durant son passage au pouvoir (1996).

Une attitude de similitude implique donc de la part de ceux qui s'érigent en censeurs de la planète pour autant qu'ils paraissent soucieux de leur crédibilité, un comportement de similitude, à défaut d'un comportement d'exemplarité. Mutatis mutandis, la mise à l'index du Hamas par le camp occidental, y compris les membres du gouvernement de coalition formé à la suite de la victoire électorale du mouvement islamique en 2006, devrait entraîner en toute logique la mise en quarantaine du gouvernement Likoud par application du principe de similitude, d'autant plus impérativement que l'Union européenne est régie par la jurisprudence Jorg Haider, du nom chef de l'extrême droite autrichienne. Dans le cas d'espèce, cette jurisprudence, qui prohibe les rapports

avec les gouvernements européens dirigés par l'extrême droite, s'impose d'autant plus impérativement qu'un des partenaires majeurs de la coalition, Avigdor Liberman, chef de la formation «Israël Beitouna» se confime, par ses propos, comme le représentant de la xénophobie la plus rance, n'hésitant pas à qualifier les Arabes de «cafards», à préconiser le bombardement du site du barrage d'Assouan (Egypte) afin d'y noyer les Arabes en surnombre ou à irradier la population de Gaza pour pacifier le sud d'Israël.

La destruction de Gaza a entraîné un clivage au sein du camp occidental, reflet d'un grave malaise au sein des alliés traditionnels et inconditionnels de l'Etat hébreu. Comme frappé de stupeur devant la violence du déchaînement israélien et son manque d'efficacité, le Royaume uni, responsable premier de la tragédie palestinienne, a, dès la fin des hostilités, plaidé pour l'inclusion du Hamas dans le processus de négociations, ordonnant la mise en route d'un convoi humanitaire via la transsaharienne, donnant à voir et à savoir aux populations situées sur le trajet reliant le Maroc, l'Algérie, la Libye et l'Egypte, l'aide britannique à Gaza. La France, elle, a offert un spectacle surréaliste d'elle-même avec un ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, pourtant un spécialiste habituellement volubile de la gestion des crises humanitaires, curieusement frappé de mutisme, sans doute trop embourbé par son affairisme kurdo-gabonais et une secrétaire d'état aux Droits de l'homme Rama Yade, affligée de psittacisme avec ses imprécations rituelles sur l'impérieuse nécessité du Droit à la sécurité d'Israël. Plutôt que d'appuyer les démarches de son partenaire égyptien, co-président de l'Union pour la Méditerranée, plutôt que d'ordonner la levée du siège de Gaza, au lieu de compenser par une aide humanitaire et sanitaire les méfaits du blocus et de la destruction de l'enclave palestinienne, la France a pris curieusement le contre-pied du Royaume uni, en dépêchant un porte-hélicoptères pour enrayer le trafic des armes au bénéfice d'Israël. Le nouveau visage de la France à Gaza a produit un effet vomitif au sein de l'ensemble arabe, dont les effets corrosifs se feront longtemps sentir. L'attentat du Caire, le 22 février dernier, qui a coûté la vie à une jeune touriste française, pourrait être en rapport avec ce comportement de vilénie. Israël vit une situation schizothymique: Un état de Droit, certes, mais exclusivement à l'égard de ses citoyens de confession juive, un état d'apartheid à l'égard de la composante palestinienne de sa population, une zone de non droit et de passe droit dans ses colonies et sur la scène régionale, au point que bon nombre d'observateurs, pas uniquement arabes, pas uniquement musulmans, tendent à le considérer comme l'état voyou N°1 sur la scène internationale.

Le refuge des juifs, des rescapés des camps de la mort et des persécutés, le pays du Kibboutz socialiste et de la fertilisation du désert, des libres penseurs et des anticonformistes est devenu, aussi, au fil des ans, un bastion de la religiosité rigoriste, des illuminés et des faux prophètes, de Meir Kahanna (Ligue de la Défense Juive) à Baruch Goldstein, l'auteur de la tuerie d'Hébron, le 25 février 2004, des gangs mafieux et des repris de justice, des Samuel Flatto-Sharon à Arcadi Gaydamak. Un phénomène amplifié par la décomposition de l'esprit civique, gangrené par l'occupation et la corruption affairiste des cercles dirigeants, matérialisé par le naufrage du parti travailliste, le «parti des pères fondateurs», et la cascade de démission au plus haut niveau de l'état soit pour harcèlement sexuel, soit pour des faits en rapport avec l'argent illicite.

La propulsion d'Avigdor Liberman sur le devant de la scène politique israélienne constitue à cet égard une illustration caricaturale du «Droit au retour» dans son extravagance la plus criante, en ce qu'elle confère à un ancien videur de boîtes de nuit de Moscou, du seul fait de sa judéité, et, au détriment des habitants originels du pays, une part du destin du Moyen orient. Elle constitue par là même la marque de l'aberration du projet sioniste dans ses manifestations les plus extrêmes, l'échec patent du projet occidental.

Près de cent ans après sa fondation, le Foyer National Juif apparaît ainsi rétrospectivement comme la première opération de délocalisation de grande envergure opérée sur une base ethnico religieuse en vue de sous traiter au monde arabe l'antisémitisme récurrent de la société occidentale..... Et la Palestine, dans ce contexte, est devenue un immense défouloir de toutes les frustrations recuites générées des bas fonds de Kiev (Ukraine) et de Tbilissi (Géorgie) au fin fond de Brooklyn (Etats-Unis), la plus grande prison du monde, le plus grand camp de concentration à ciel ouvert pour les Palestiniens, les propriétaires originels du pays

La Palestine, la plus grande prison du Monde, le plus grand camp de concentration à ciel ouvert

Une conférence mondiale pour la reconstruction de Gaza devrait se tenir le 3 mars au Caire, sous l'égide de l'Egypte, en vue de collecter les concours internationaux à la reconstruction de l'enclave détruite par l'armée israélienne. A titre indicatif, alors que le bilan du bain de sang ordonné par Israël contre Gaza, tant humain que matériel, n'est pas définitivement établi, des éléments chiffrés de la chronique ordinaire offre de l'occupation israélienne de la Palestine le panorama suivant.

La Palestine, dans ses deux volets, la Cisjordanie et Gaza, est devenue au fil des ans, la plus grande prison du Monde, le plus grand camp de concentration à ciel ouvert, avec un mur de séparation en béton armé, qui encercle et enferme près de trois millions de personnes, des dizaines de villes et de villages.un mur trois fois plus long que le mur de Berlin et deux fois plus haut, d'une hauteur de huit mètres et d'une longueur de 750 km.

Selon un rapport de l'organisation de gauche israélienne «La Paix maintenant», publié le 29 janvier 2009 dans le journal «Le Monde», les constructions dans les colonies ont augmenté de 57 % au cours de l'année 2008. 61 % de ces nouvelles structures ont été édifiées dans le périmètre de "la barrière de sécurité" et 39 % à l'extérieur de celle-ci, c'est-à-dire en Cisjordanie. Ce qui rend de plus en plus difficile la création d'un Etat palestinien viable et continu, fait remarquer La Paix maintenant. Le nombre total de colons est passé de 270 000 en 2007 à 285 000 en 2008 sans tenir compte des implantations à la périphérie de Jérusalem qui totalisent une population de près de 200 000 habitants. En avril 2001, une commission internationale présidée par Georges Mitchell avait recommandé le gel de la colonisation. Pis dans une opération de falsification sans doute unique dans l'histoire, les principales colonies de peuplement de Cisjordanie ont été opérées non sur des terres domaniales, comme les

Israéliens ont voulu en accréditer l'idée auprès de leur parrain américain, mais sur des terres privées, en violation du sacro-saint principe de la propriété privée, un des principes cardinaux du libéralisme économique.

Au mépris des règles élémentaires du droit international et des usages diplomatiques, sept ministres et 40 députés du Conseil Législatif Palestinien élus dans des élections démocratiques se trouvent dans les prisons de l'occupation israélienne. En la matière, la Palestine revendique d'ailleurs le titre de doyen des détenus politique au Monde en la personne de Saib Al-Ataba, détenu depuis trente et un ans, soit quatre ans de plus que Nelson Mandela., alors que mille cent soixante quinze (1175) étudiants dont 330 âgés de moins de 18 ans croupissent dans les prisons israéliennes et que le nombre d'écoles et d'universités fermées par des ordres militaires, rien qu'en 2006 seulement, est passé à douze, alors que 1125 écoles ont été contraintes à la fermeture du fait des attaques israéliennes. Près de 763 barrages militaires quadrillent par ailleurs les territoires palestiniens occupés. Depuis la Naksa (la guerre de 1967) et l'occupation des territoires palestiniens, 42% des hommes palestiniens ont été au moins une fois interpellé. Plus de deux cents mosquées ont été profanées et détruites, remplacées par des bars et des boîtes de nuit

Illustration symbolique du déracinement et de la volonté des Israéliens d'extirper les Palestiniens de leur terre ancestrale, la Palestine: Rien qu'en 2006, les Israéliens ont déraciné 13.572.896 arabes, détruit 787 silos, 788 fermes avec leurs animaux (14.829 chèvres et moutons, 12151 vaches, 16.549 ruches d'abeilles), détruisant 425 puits, 207 maisons, sans parler des assassinats extrajudiciaires et autres trouvailles juridiques de la merveilleuse efficacité israélienne tant célébrée partout dans le monde occidental.

Au vu du bilan israélien, la reconstruction ne devrait pas se limiter à Gaza.

L'effort international devrait porter sur la réhabilitation de la totalité de la Palestine pour pallier la gestion de «l'enfant chéri de l'Occident» dans les territoires palestiniens sous occupation israélienne et réhabiliter du coup l'ensemble du camp occidental au regard de la Palestine

René Naba |

03/03

<http://renenaba.blog.fr:80/2009/03/03/israel-elections-le-triomphe-des-ultra-faucons-israeliens-5685639/>

3-3 K.Selim : Sortir d'une stratégie absurde.

Alors que la conférence de Charm el-Cheikh pour la reconstruction de Ghaza s'ouvre aujourd'hui, le Fatah et le Hamas ont pris, laborieusement et espérons sûrement, le chemin vers la constitution d'un gouvernement de transition. Il n'est jamais trop tard pour revenir à la limite que s'est interdit feu Yasser Arafat de franchir, celle du refus de l'affrontement fratricide. Ce n'est pas forcer le trait que de dire que le Fatah a emprunté un très mauvais chemin en s'alignant sur la politique américaine et occidentale d'isolement du Hamas. Elle était d'autant plus fâcheuse que cette politique était une sanction insupportable contre les Palestiniens qui ont exercé librement et démocratiquement leur droit d'élire leurs représentants. S'il ne faut pas nécessairement remuer ce passé proche, il faut néanmoins noter que la politique d'isolement du Hamas à qui l'on exige de reconnaître préalablement Israël et de renoncer à la résistance reste au coeur de la démarche des officiels occidentaux.

Le Fatah, c'est-à-dire l'Autorité palestinienne, n'a rien gagné en retour en suivant cette politique. Le seul résultat a été l'aiguïsement des divergences palestiniennes et le Fatah n'en a pas gagné en popularité, c'est le moins que l'on puisse dire. Le Hamas, en dépit du blocus inique qui a été imposé à Ghaza, suivi d'une agression militaire, n'a guère été affaibli. L'Autorité palestinienne cultivait les illusions qu'Israël allait accepter l'émergence d'un Etat palestinien alors que dans les faits, la colonisation ne faisait que s'étendre pour rendre physiquement impossible son émergence. L'arrivée de Benyamin Netanyahu au pouvoir doit simplifier les choses. On peut lui concéder le « mérite » de ne pas faire semblant. Il ne veut pas d'Etat palestinien, tout au plus est-il en faveur d'une «paix économique».

En clair, les Palestiniens devront renoncer à leurs aspirations nationales. Dans les faits, tous les gouvernements d'Israël sont sur cette optique. L'erreur de l'Autorité palestinienne a été de croire que l'onction occidentale ferait avancer les choses et rendrait inutile la résistance. Il y a bien une leçon à tirer. Mahmoud Abbas ferait bien de ne pas s'illusionner sur l'insistance que mettent aujourd'hui les Occidentaux pour que seule l'Autorité palestinienne gère les aides internationales. Le Hamas d'ailleurs ne semble pas y faire d'objection. Mais cette insistance occidentale vise surtout à marquer la perpétuation d'une politique d'isolement du Hamas.

Le Fatah devrait clairement refuser de s'y joindre car son but est d'entretenir les divisions. Sa finalité est également de mettre une épée de Damoclès sur la tête des Palestiniens qu'on punira indéfiniment s'ils votent mal. Si le crédit de l'Autorité palestinienne n'est pas fort au sein de l'opinion palestinienne, c'est bien en raison des errements qui ont conduit à transformer le Hamas en ennemi et Israël en allié de fait. Des personnalités internationales viennent de publier un texte en direction des gouvernements occidentaux pour critiquer le refus de dialoguer avec le Hamas en soulignant que les tentatives de détruire le Hamas par des «boycotts politiques» et des «incursions militaires » ne donneront aucun résultat. «Cette approche ne marche pas ; on doit trouver une nouvelle stratégie», ont-ils conclu. Ce serait dramatique que Mahmoud Abbas n'aboutisse pas à une conclusion aussi évidente: le Hamas n'est pas son ennemi.

K.Selim,

Le Quotidien d'Oran,

2 mars 2009

[Accueil](#)[AW](#)[Violations des droits humains](#)[Articles](#)[Analyse & Opinion](#)[Galerie](#)[Liens](#)[Recherche](#)

www.algeria-watch.org

3-4 "Il ne peut y avoir de paix sans le Hamas"

Ce sont quatorze anciens négociateurs de paix qui le disent.

Il y a parmi eux un prix Nobel, d'anciens ministres des Affaires étrangères dont celui d'Israël (Shlomo Ben-Ami), un ex membre de la délégation palestinienne au processus de paix.

Il y a aussi des médiateurs qui ont négocié l'arrêt de conflits en ex Yougoslavie, au Sri-Lanka ou en Irlande du Nord.

Dans une lettre ouverte publiée jeudi dans le "Times", ils appellent à **l'abandon du boycott du Hamas** et à des **négociations directes** entre Israéliens et l'organisation islamiste au pouvoir à Gaza.

Au moment où **Hillary Clinton** s'apprête à accomplir sa première tournée dans la région, où le **numéro deux du Hamas en exil**, Moussa Abou Marzouk, s'est rendu pour la première fois à Gaza depuis trente ans, et après la publication du manifeste "Israël-Palestine: l'urgence d'un new deal", il m'a semblé important de traduire ce document en français.

Le voici

Lettre ouverte

"Il ne peut y avoir de paix sans le Hamas

Si chaque crise est aussi une opportunité, il est désormais temps de repenser la stratégie en vue d'obtenir la paix au Moyen-Orient. Le plus récent et le plus sanglant conflit entre Israël et le Hamas a démontré que la politique d'isolement du Hamas ne peut apporter la stabilité. En tant qu'anciens négociateurs de paix, nous croyons qu'il est d'une importance vitale d'abandonner la politique d'isolement du Hamas qui a échoué et d'intégrer le Hamas dans le processus politique.

Un règlement de paix israélo-palestinien sans le Hamas n'est pas possible. Comme l'ancien général et homme d'Etat israélien Moshe Dayan l'a dit : « Si vous voulez faire la paix, vous ne parlez pas à vos amis. Vous parlez à vos ennemis. » Il ne peut y avoir de processus de paix significatif en négociant avec les représentants de l'une des parties palestiniennes tout en essayant simultanément de détruire l'autre.

Que cela nous plaise ou non, le Hamas ne va pas disparaître. Depuis sa victoire aux élections démocratique de 2006, le Hamas s'est assuré le soutien de la société palestinienne malgré les tentatives de le détruire à travers des blocus, des boycotts politiques et des incursions militaires. Cette approche ne marche pas ; on doit trouver une nouvelle stratégie.

Oui, le Hamas doit reconnaître Israël en tant que partie d'une solution permanente, mais c'est un processus diplomatique et non un ostracisme qui les y conduira. Les conditions que le Quarter a imposées au Hamas ont établi un seuil trop élevé à franchir pour commencer les négociations. Le premier pas le plus important pour le Hamas est d'arrêter toute violence comme pré-condition pour leur inclusion dans le processus. Mettre un terme à leur isolement va en retour aider à la réconciliation du mouvement national palestinien, condition vitale à la tenue de négociations significatives avec Israël.

Nous avons appris de première main qu'il ne peut y avoir de substitut à des négociations directes et soutenues entre toutes les parties au conflit, et que rarement voire jamais on ne peut atteindre une paix durable sans elles. L'isolement ne fait que favoriser les durs et leur politique d'intransigeance. L'« engagement » peut favoriser les éléments pragmatiques et leur capacité à faire les difficiles compromis nécessaires à la paix.

La nouvelle administration américaine et la nomination de George Mitchell comme envoyé au Moyen Orient sonne de l'espoir qu'une nouvelle stratégie fondée sur le réalisme et non l'idéologie peut être menée. Sans cela, il n'y aura pas de solution à deux Etats et pas de paix ni de sécurité entre Israéliens et Palestiniens. Nous devons reconnaître que discuter avec le Hamas ne revient pas à accepter le terrorisme ou les attaques contre les civils. En fait, c'est une pré-condition pour la sécurité et pour l'obtention d'un accord viable."

<http://globe.blogs.nouvelobs.com:80/archive/2009/02/28/negociations-avec-le-hamas-la-lettre-ouverte-d-anciens-mediateu.html>

3-5 La colonisation, machine infernale.

Depuis le retrait de Gaza en août 2005, la colonisation s'est poursuivie. Elle s'est même intensifiée en 2008. Une impasse qui éloigne chaque jour davantage la perspective d'un accord politique avec les Palestiniens.

Le dernier rapport de *La Paix Maintenant* sur la colonisation en 2008 est édifiant : la construction se poursuit en Cisjordanie à un rythme effréné : 1.518 structures ont été bâties dont 748 permanentes et 509 en préfabriqués, soit 57% de plus qu'en 2007. Pas un seul « poste avancé » n'a été évacué. Tout cela, en dépit des promesses faites lors de la Conférence internationale d'Annapolis qui s'était tenue aux Etats-Unis fin novembre 2007 et qui avait relancé les négociations avec les Palestiniens. De la même manière, c'est après la signature des accords d'Oslo en septembre 1993 que la colonisation a littéralement explosé. En 1992, après 25 ans d'occupation, il y avait 242.100 colons en Cisjordanie. En 2006, ils étaient 455.300, soit une hausse de 88% en 14 ans !

Aujourd'hui, il y a près d'un demi-million de colons en Cisjordanie. Une situation que les gouvernements israéliens successifs justifient par « la croissance naturelle ». Or, l'arrivée de nouveaux habitants n'a jamais cessé. Jusqu'à il y a peu, elle était sensiblement plus forte que la croissance naturelle. En 2000, année des négociations à Camp David, les migrants représentaient encore 56% de la croissance démographique des colonies. Aujourd'hui, cet apport externe reste important. En 2006, il comptait pour 40% de l'augmentation de la population des colonies (1). Les responsables israéliens soutiennent aussi que les colonies ont été construites sur des terres d'Etat et non sur des terres privées palestiniennes qui auraient été confisquées. Or, un rapport établi par le ministère de la Défense démontre l'inverse : ces terres ont bel et bien été spoliées (2). Ce document souligne également l'illégalité dans laquelle la colonisation se développe : dans 75% des cas, les constructions ont été érigées « sans les permis

requis ou en contravention avec les permis obtenus (...) sur des terres palestiniennes privées ». Sans compter les bureaux municipaux, les casernes de pompiers et les commissariats de police construits par l'Etat qui cherche d'ailleurs à se défaire sur les colons des constructions dites illégales.

Selon Pinhas Wallerstein, directeur général du Conseil des colons (Yesha), « *rien n'a été fait en cachette. Je ne connais pas un plan [de construction] qui n'ait été initié par le gouvernement* ».

Har Homa, un emblème

Emblème de cette colonisation galopante et approuvée en haut lieu, l'implantation de Har Homa, au sud de Jérusalem. Lorsque les accords d'Oslo sont signés en 1993, la colline de Har Homa était vierge. Aujourd'hui, c'est une vraie citadelle des temps modernes, à mi-chemin entre Bethléem et les villages au sud de Jérusalem-Est. La construction se poursuit encore vers l'Est. Un nouveau quartier sort actuellement de terre ainsi qu'une tour de 22 étages, City view la bien nommée, avec vue imprenable sur le désert de Judée. La construction de Har Homa a commencé sous Benyamin Netanyahu, mais le feu vert avait été donné par le gouvernement d'Yitzhak Rabin, signataire des accords d'Oslo, pourtant considérés comme la première étape de la création d'un Etat palestinien. Pour les Palestiniens, cet empiètement permanent sur leurs terres est la preuve flagrante que les Israéliens ne veulent pas la paix. Pour leurs responsables les plus modérés, cela compromet l'avenir de la solution d'un Etat palestinien. « *La solution de deux Etats est vacillante* » déclarait le Premier ministre Salam Fayad, en octobre dernier à Washington, lors d'un dîner rassemblant un lobby favorable à la paix. Même discours chez Sari Nusseibeh, l'un des plus farouches avocats de la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël. Pour lui, la colonisation rampante nourrit l'idée chez nombre de responsables palestiniens, y compris au Fatah, « *de revenir à la vieille idée d'un Etat binational, laïque et démocratique* ». Comment sortir de l'impasse ? Les négociations avec les Palestiniens ont été totalement absentes de la dernière campagne électorale israélienne. Pour les Israéliens qui restent convaincus qu'il faut mettre fin à la colonisation, la nouvelle administration américaine semble le dernier espoir. A cet égard, la nomination de Georges Mitchell, comme envoyé spécial pour le Proche-Orient du président américain Barack Obama, est plutôt de bon augure, car ce diplomate est très attaché à l'arrêt de la colonisation. Sa « *Feuille de route* », rédigée en 2001, établissait un parallèle entre l'arrêt de la colonisation israélienne et celui du terrorisme palestinien.

Rapatricier les colons

En attendant, Benny Raz, fondateur de l'association Beit Ehad (une maison), rêve que les Etats-Unis ou la communauté internationale s'emparent au plus vite de son projet de rapatriement des colons, un moyen selon lui « *d'aider à faire la paix* ». Beit Ehad, créée avec la travailliste Colette Avital, Avshalom Vilan du Meretz et l'ancien diplomate Alon Pinkas, propose l'ouverture d'un guichet gouvernemental destiné à dédommager les colons qui souhaitent partir. L'idée émerge en 2005, alors que la construction de la « *barrière de sécurité* » laisse nombre de colonies du mauvais côté - en 2007, ils étaient quelque 65.000 Israéliens du mauvais côté de la barrière. C'est le cas de Benny Raz. Il habite à Carneï Shomron, une colonie complètement isolée en plein cœur de la Cisjordanie. Il veut partir mais ne peut le faire pour des raisons financières : sa maison a perdu 75% de sa valeur à cause de la barrière de sécurité. Selon une enquête, 60% des colons seraient prêts à partir. « *Dès que les premiers partiront, il y aura un effet domino* » affirme Benny Raz. « *Au final, il ne restera que 20% de colons idéologiques - soit quelque 20.000 personnes- qu'il faudra évacuer par la force comme à Gaza* ». Colette Avital souligne que l'idée de Beit Ehad intéressait Olmert. « *Il a chargé Haïm Ramon de faire un projet de loi. On a travaillé ensemble pour essayer d'obtenir une majorité à la Knesset, mais les affaires dans lesquelles était empêtré Olmert nous ont obligés à renoncer* ». Nul doute que Colette Avital, responsable de la section internationale du Parti travailliste, continuera à promouvoir cette idée. Elle est d'ailleurs inscrite au programme de son parti et du Meretz, mais ces deux partis ont été laminés lors des élections du 10 février. Pire encore, Avital et Vilan ont perdu leur siège de député. Benny Raz, qui a déjà perdu son emploi et ses amis, et a été menacé de mort, se sent désormais « *orphelin* ».

3/3

(1) Source : Bureau israélien central des statistiques www.fmep.org

(2) Haaretz : 30/01/2009 (www.lapaixmaintenant.org/article1919)

<http://www.cclj.be/regards/une.asp>

3-6 Menahem Klein : « Deux peuples, deux états » menacés par la colonisation »

Professeur de Sciences politiques à Bar Ilan, un des négociateurs lors des discussions de Camp David en 2000, membre du comité des accords de Genève, Menahem Klein dénonce la colonisation qui a perduré en parallèle des négociations menées par le gouvernement Olmert.

La création d'un Etat palestinien serait-elle possible aujourd'hui ?

Si l'idée d'un Etat palestinien est désormais acceptée par la plupart des partis politiques israéliens, sa mise en place semble impossible. Aucun responsable palestinien ne pourrait accepter les frontières proposées par Olmert et Livni. Sans compter que le gouvernement

israélien a continué de construire en Cisjordanie. C'est le double langage des Israéliens, le signe qu'ils ne négocient pas sérieusement. Et puis, nous vivons quasiment dans un seul Etat, l'Autorité palestinienne a été détruite par Israël en 2001-2002. Or, la création d'un Etat palestinien ne peut être que le fruit d'un processus de prise de pouvoir. Israël contrôle tous les territoires palestiniens. Il y a créé un véritable protectorat en Cisjordanie et contrôle la bande de Gaza de l'extérieur. L'occupation est beaucoup plus brutale qu'elle ne l'a jamais été.

Comment expliquez-vous la constance de la politique de colonisation, tous gouvernements confondus ?

L'entreprise de colonisation fait partie de l'ADN du projet sioniste. Le projet sioniste a toujours eu une double vocation : faire venir le plus de Juifs possible et disposer d'une base territoriale pour y construire un Etat. Faire la

paix avec les Palestiniens signifie renoncer à ces deux idées, à savoir une immigration juive massive et une expansion territoriale. Le « Grand Israël » a disparu en tant que concept idéologique mais, de facto, il existe encore. Nous gérons le « Grand Israël ». Cinquante-cinq pour-cent de la population entre la Jordanie et la Méditerranée est juive et règne sur 45% de Palestiniens. Dans dix ans, les Juifs seront minoritaires. Il sera impossible de rester un Etat démocratique et juif. La seule solution pour préserver ces deux aspects est la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël.

Que pensez-vous de l'idée d'Avigdor Liberman d'englober certaines villes arabes d'Israël dans l'Etat palestinien ? Liberman est un populiste, et il n'a jamais présenté de carte des zones concernées. S'il s'agit des villes arabes le long de la Ligne verte, cela ne représente que 16% des citoyens arabes israéliens, autrement dit une faible part de la population arabe dont il souhaite se débarrasser. Catherine Dupeyron
<http://www.cclj.be/regards/une.asp>

3-7 Abdel Bari Atwan : Si seulement Hillary Clinton se taisait !

Mme Clinton a fait des déclarations totalement déséquilibrées alors que George Mitchell, l'envoyé des Etats-Unis au Moyen-Orient commençait une tournée pour explorer les possibilités de paix et écouter les avis de ses dirigeants quant à la façon de rétablir le processus de paix et le faire progresser.

Elle était censée s'abstenir de toute déclaration provocatrice de ce genre afin de faciliter la mission de Mitchell et d'éviter de placer n'importe quel obstacle sur son chemin, particulièrement alors que le nouveau gouvernement des États-Unis qui vient juste de prendre ses fonctions, avance comme dans un champ de mines dans une région explosive comme l'est le Moyen-Orient.

Beaucoup éprouvent des doutes sur sa capacité à provoquer le changement promis et à améliorer l'image des Etats-Unis dans une région se plaignant des conséquences de leurs guerres en Irak et en Afghanistan.

Quand nous disons que les déclarations de Mme Clinton étaient provocatrices et déséquilibrées, nous précisons qu'ils étaient dans une seule direction, c'est-à-dire blâmant la victime et soutenant les crimes et les massacres du boucher.

Dire que les attaques de fusées palestiniennes ne peuvent pas rester sans réponse justifie tous les crimes israéliens dans la bande de Gaza, y compris le massacre de 1350 êtres humains dont la moitié sont enfants et des femmes, la destruction de 6000 maisons, et le déplacement de 50 000 personnes. Pour être un négociateur honnête et neutre dans un processus de paix qu'elle voudrait rétablir, Mme Clinton doit traiter les faits sur le terrain avec une objectivité absolue et sans préjugé en faveur d'un tel ou un tel.

Les faits sur le terrain, documentés avec des enregistrements et des photos, indiquent que les forces israéliennes ont employé une force excessive contre des personnes désarmées, ont eu recours à des armes internationalement interdites comme les bombes au phosphore blanc, et ont délibérément visé les écoles de l'UNWRA [UN Relief and Works Agency] et les ont détruites sur les têtes des enfants et des femmes qui y avaient cherché refuge.

La secrétaire d'état n'a pas un seul mot pour critiquer les Israéliens, n'a ni condamné leurs crimes, ni parlé des frontières bouclées ni de l'utilisation de la nourriture comme d'une arme de privation pour les 1,5 million de Palestiniens que l'agression récente a ramenés à l'âge de pierre. Aussi comment peut-elle être un négociateur acceptable et diriger un processus de paix, alors qu'elle prend de telles postures et partis pris provocateurs envers les massacres, les meurtres d'enfants, et la destruction des infrastructures du peuple le plus pauvre et le plus déshérité sur terre ?

Nous espérons que Mme Clinton se tairait complètement et ne dirait rien jusqu'à ce que son envoyé Mitchell soit rentré et qu'elle a appris de lui quelles propositions et opinions il avait récoltées au près des dirigeants arabes rencontrés pendant sa tournée. Mais elle nous a déçus et elle a ouvert sa bouche pour proférer des mensonges et anéantir les espoirs de beaucoup dans la région d'un changement de politique extérieure des Etats-Unis sous la nouvelle administration d'Obama.

En tous cas, Mme Clinton a marché sur les traces de son président Barack Obama qui s'est abstenu tout au long de la période transitoire avant sa prise de fonction officielle, d'exprimer la moindre sympathie avec les victimes de l'agression israélienne contre la bande de Gaza, sous le prétexte qu'il y avait un président à la Maison Blanche. Il a adopté la même ligne quand après s'être installé sur son siège de président, il a étalé son souci de la sécurité d'Israël en s'abstenant de condamner ses crimes et massacres.

C'est un mauvais début pour le nouveau gouvernement des Etats-Unis, et qui serait certainement contre-productif s'il n'y a aucun changement rapide dans les principes fondamentaux qui guident la politique extérieure des Etats-Unis dans la région, en se basant alors sur le dialogue objectif et le soutien à l'opprimé dont les droits sont garantis par les résolutions de la diplomatie internationale.

Abdel Bari Atwan

Al Qods Al Arabi

27 février

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6194

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 La Cisjordanie et le Mur de l'Apartheid.

En Cisjordanie on met en place un plan de ségrégation, qui consiste en la construction d'un Mur de l'Apartheid, qui représente 58% de la Cisjordanie, divisant ainsi la zone palestinienne en un système de groupes de bantoustans, réduisant les territoires palestiniens à 11%.

Le principal objectif de ce plan est de faire en sorte que l'identité palestinienne n'ait jamais d'autre frontière que celle avec Israël. Autrement dit, que la Palestine ne puisse jamais partager de frontière avec aucun autre pays du monde.

Ainsi, on ne pourra changer aucun fait établi par Israël en ce qui concerne la terre et surtout l'implantation des colonies, qui, étant situées dans la Palestine occupée, sont illégales au vu du droit international.

Israël a changé la nature des territoires occupés depuis 1967. Plusieurs de ces opérations s'effectuaient depuis longtemps dans les zones où se trouvaient les communautés arabes palestiniennes et qui furent également isolées, de même que de nombreuses terres furent confisquées à leurs propriétaires palestiniens. On ne permet pas aux Palestiniens de créer ou de construire de nouvelles communautés sur leur propre terre. Seuls les Israéliens y sont autorisés.

Israël a construit un nombre immense de colonies et tente d'installer un nombre important de juifs israéliens dans les territoires occupés, ce qui est une violation de la Convention de Genève qui ne permet pas à la force occupante de changer la nature du pays ou du territoire occupé. Actuellement, ce processus de croissance des colonies dans les territoires occupés se poursuit.

Afin d'asseoir des colonies incrustées dans les territoires occupés qu'elle revendique comme les siens, Israël a commencé à établir et à construire des postes de contrôle ou "checkpoints", mais ceux-ci furent également conçus afin de bloquer et de contrôler le flux normal de la vie sociale et économique des Palestiniens, ou, ce qui revient au même : afin de détruire l'ordre de la structure sociale palestinienne.

L'objectif est d'affecter la nature complète des territoires occupés et de transformer une zone qui est palestinienne par le biais de corps étrangers que sont les colonies israéliennes, en une zone israélienne par des communautés palestiniennes, séparées les unes des autres comme si ces communautés palestiniennes étaient des entités extérieures dans le territoire israélien.

Ensuite, le deuxième pas fut la construction du Mur de l'Apartheid qu'Israël commença à construire dans les territoires occupés. Un mur qui serait 3 fois plus grand et deux fois plus haut que le défunt Mur de Berlin. Ceci n'est pas un mur qui vise à garantir la sécurité, mais un instrument pensé dans le but de s'approprier la terre. C'est un Mur qui servira à s'approprier 58 % de la Cisjordanie, afin de changer la nature du reste des territoires palestiniens, réduisant la grande majorité de la population à vivre dans des ghettos.

Le Mur en construction n'est pas construit sur la frontière, mais à l'intérieur de la Cisjordanie, occupant de la sorte de grands espaces, afin de s'approprier et d'annexer encore plus de territoires. La première partie du Mur est déjà terminée et construite dans les zones de Jénine, Tulkarem et Qalqilya. La seconde partie pénètre de 25 kms à l'intérieur de la Cisjordanie dans la zone de Salfit où est située la colonie d'Ariel.

Le Mur suppose l'enfermement de pas moins de 78 communautés palestiniennes, confinées de part et d'autre des grilles du Mur. Dans de nombreuses zones on peut observer la création de ghettos dans lesquels les communautés palestiniennes seraient enfermées par le Mur dans tous ses angles et directions, laissant seulement quelques portes qui s'ouvriraient uniquement quelques minutes chaque jour.

Ensuite vient la troisième partie du Mur, laquelle sera construite côté Est. A l'Est, il y aura un autre Mur, et le résultat immédiat de tout ce processus est la bantoustanisation, exactement la même méthode qu'on utilisa en Afrique du Sud avant la chute du système de l'Apartheid.

Ce que nous voyons ici c'est qu'il ne s'agit pas seulement de la création d'un mur. Ce que nous constatons ici, c'est qu'un processus débuta avec la construction des colonies, afin de poursuivre l'établissement d'un réseau de checkpoints ou de postes de contrôle et, plus tard, la construction du Mur.

Tout ceci a pour but d'annexer et de judaïser la majorité des territoires occupés de la Palestine.

28 février

David Arrabali - Mundo Obrero

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6204

4-2 Choujaïa, Est de Gaza.

Le citoyen Houssam Mohammad Abdallah Halles, 30 ans, est mort après une longue souffrance d'une maladie cardiaque causée par le blocus imposé par l'Occupation et interdisant l'acheminement des soins et de tous les moyens de traitement médicaux.

Depuis le début de ce blocus à ce jour, le nombre de personnes décédées faute de soins s'élève à 291.

L'Occident et tout particulièrement l'Europe, qui ont été non seulement complices de ce blocus, mais aussi qui l'ont soutenu par tous les moyens, devront être fiers de ce bilan.

Si Justice il y a, elle devra désormais poursuivre, non seulement les criminels de guerre sionistes mais également tous les dirigeants occidentaux et arabes qui participent directement ou indirectement à cet acte barbare ou encore qui le soutiennent.

24-02

<http://libanresistance.blogspot.com/2009/02/houssam.html>

4-3 Heather Sharp : Rage et désespoir parmi les jeunes de Gaza.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Dix jeunes gens sont assis et fument à la lumière d'une lampe à pétrole dans une pièce au rez-de-chaussée. Les drapeaux de groupes militants - Hamas, Jihad Islamique - flottent à l'extérieur au milieu des maisons en moellons densément peuplées du camp de réfugiés de Jabalya à Gaza.

Les jeunes Gazaouis Mohammad al-Mukayed, 22 ans (à gauche) et Hassan Abu al-Jeddian, 23 ans (au centre). Mohammad pense à rejoindre les militants, mais Hassan insiste pour rester un "civil".

La zone est un repaire-clé des factions qui sont derrière les attaques de roquettes et que le récent assaut israélien sur Gaza visait à liquider.

Ces jeunes, frustrés, généralement chômeurs, sont les premières cibles de recrutement pour les militants.

Mais tandis que les jeunes gens, assis bien emmitouflés dans cette pièce non chauffée, ruminent les 22 jours de l'opération israélienne, le désespoir est un thème aussi commun que la revanche.

Près de la moitié du groupe disent qu'ils ont été membres de groupes armés à un moment donné. D'autres disent qu'ils veulent à présent les rejoindre.

« Je me tenais habituellement à l'écart de toute activité militaire » dit l'étudiant Ahmad al-Khateeb, 21 ans. « Je voulais décrocher mon diplôme et quitter le pays. J'avais parfois peur de la mort ».

Mais maintenant, empêché de passer ses examens parce que ses papiers d'identité sont ensevelis sous les décombres de sa maison, il dit qu'il a « complètement changé » de point de vue.

L'étudiant en sciences du sport Mohammad al-Mukayed, 22 ans, dit qu'il a vu trois enfants tués par un bombardement aérien alors qu'ils jouaient dans la rue à quelques mètres de lui.

« Ils n'étaient plus que des morceaux de viande. Je voulais aider mais je n'ai pas su. Je pense rejoindre un groupe. Je préférerais être tué en défendant mon pays plutôt que mourir comme ces enfants, sans rien faire ».

Hassan Abu al-Jeddian, 23 ans, dit qu'avant la guerre l'activité militante ne l'intéressait pas et que son point de vue n'a pas changé.

Il dit que son cousin a eu la tête arrachée dans un bombardement aérien et décrit comment il a vu trois jeunes garçons tués quand une voiture a été touchée, juste devant lui, mais il ajoute simplement : « Je suis un civil ».

'Des morts vivants'

Avec le blocus de Gaza, la plupart des jeunes sont chômeurs et ne peuvent quitter la bande de terre surpeuplée. Israël a intensifié le blocus lorsque le Hamas, qu'il considère comme une organisation terroriste, a remporté les élections de 2006 et a consolidé son contrôle par la force un an plus tard.

Avec peu de possibilités de travail pour ceux qui peuvent se permettre d'étudier, beaucoup de jeunes gens rêvent d'émigrer.

« Nous sommes morts - soit à cause des armes israéliennes soit comme des morts vivants », dit Mohammad Abuqammar, 22 ans.

Rabah Mohanna, un dirigeant politique du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, l'une des factions militantes plus petites, dit que depuis le conflit l'organisation connaît une augmentation du nombre de volontaires pour les attentats-suicides à la bombe.

Beaucoup parmi eux sont des jeunes ; la plupart ont perdu des proches ou leur logement, ou bien ils ont vu d'autres victimes, dit-il.

Mais face à la puissance de feu massive utilisée par les Israéliens, et avec les Palestiniens déchirés par de cruelles divisions internes, il y a aussi beaucoup de désillusion.

Jihad al-Ajramy, 24ans, porte encore une balafre sur la joue après ses deux années de militance qui, dit-il, se sont achevées lorsqu'une guerre ouverte a éclaté entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne liée au Fatah.

L'atelier où il travaillait a fermé depuis longtemps, quand le flux de matières premières s'est tari à cause du blocus.

« Je gagnais 200 shekels (50\$) par jour, maintenant je dois emprunter même des cigarettes. Aucune de ces factions militaires ne m'aide. Pourquoi est-ce que je les rejoindrais ? »

« Pendant la guerre, tout le monde pensait à combattre, à prendre une revanche, à retourner à l'action militaire - mais quel combat ? Se battre contre des F16 israéliens ? ».

En quête d'une vie normale

Depuis 30 ans, le Dr Iyad Sarraj travaille comme psychiatre à Gaza et il a réalisé de nombreuses études.

Il dit que les enfants qui ont vu leurs pères dépossédés adoptent souvent d'autres rôles de pouvoir et d'autorité - et en fin de compte celui du combattant militant ou du « martyr ».

Donc, dit-il, la génération qui a vu ses pères battus par les troupes israéliennes pendant les lancers de pierre de la première intifada palestinienne a grandi pour devenir les kamikaze de la seconde intifada.

Au cours de la guerre récente, dit-il, « les enfants ont perdu leur père deux fois » - une fois en tant que père nourricier, lorsque le blocus a entraîné un chômage massif, et une fois en tant que protecteur.

« Il n'y avait aucun endroit sûr à Gaza ... les pères étaient tellement impuissants ».

Il craint que Gaza ne finisse avec « une nouvelle génération encore plus militante que les précédentes ».

Et les jeunes gens traumatisés sont particulièrement difficiles à traiter : « Ils ont cette identité en tant qu'arabe, de macho, d'homme fort ... exprimer de la douleur est une faiblesse » dit-il. Mais depuis le conflit il a senti un changement dans la manière dont sont perçus les groupes militants.

« Certains ont été frappés très durement et ont un puissant désir de revanche, mais je pense que de plus en plus de gens se rendent compte que la violence palestinienne ne fera qu'entraîner les Israéliens vers davantage de brutalité encore ».

Emad Ali Darweesh est directeur de l'organisation de jeunesse Save Youth Future.

Il souligne que Gaza a une population jeune, avec 56% de son million et demi d'habitants qui ont moins de 18 ans.

Mais il croit que seule une petite proportion d'entre eux est intéressée par l'activité militante.

Selon lui, même les Gazaouis rendus furieux par des pertes personnelles préféreraient sans doute la paix en fin de compte, soulignant que certains sondages ont montré une chute du soutien au Hamas dans le sillage de la guerre.

« Au début ils sont bouleversés et veulent se venger ... mais ils oublieront le sang de leurs fils s'il existe une solution pacifique ».

Mahmoud Abuqammar dit que tout ce qu'il veut en réalité, c'est « fonder une famille, vivre, comme toute personne normale ».

Hassan Abu al-Jeddian dit que son rêve le plus cher est « de se marier. »

« Nous avons 24 ans. Nous n'avons pas le moindre shekel à donner à la famille d'une fille que nous voulons épouser » dit Jihad al-Ajramy.

Je ne vois pas le moindre espoir, aucun futur. J'espère qu'un tremblement de terre va raser cet endroit ».

Heather Sharp

1er mars

BBC News

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6211

4-4 LEVY Gideon : Une balle dans le ventre.

Un homme cheminait avec son fils de sept ans.

Tout à coup arrive une jeep militaire. On chasse l'enfant, on emmène le père. Quelques heures plus tard, les voisins racontent qu'il a été tué. On lui a tiré une balle dans le ventre alors qu'il était assis par terre, menotté. « Il a tenté de saisir l'arme d'un soldat de l'armée israélienne » constitue la version officielle. Comment un homme menotté peut-il saisir une arme ? Peut-être avec les dents. Grotesque. En tout cas, la Division d'Investigation Criminelle mène l'enquête.

A l'ombre de la guerre à Gaza, les réservistes ont dû penser que tout était permis. Sous son inspiration, on peut, et peut-être même le faut-il, tuer des innocents, y compris en Cisjordanie. Sous le couvert de la guerre, ils ont pensé qu'il était aussi permis de tuer un Palestinien qui a les mains attachées par des menottes en plastique ; car il est toujours possible de prétendre qu'il a tenté de se saisir de leur arme, même s'il était entravé par des menottes dont il n'y a quasiment aucun moyen de se libérer.

Une balle dans le ventre, tirée à bout portant. Elle a mis fin à la vie de Yasser Temeizi, qui aura travaillé en Israël durant toute sa vie d'adulte et, cette dernière année, au sein de la société Charash à Ashdod. Porteur d'un permis de travailler en Israël, ce jeune père n'avait jamais eu maille à partir avec l'armée israélienne.

Les soldats l'ont arrêté sans raison, ils l'ont frappé sans raison sous les yeux de son petit garçon, pour finalement le tuer. Un mois et demi après cet incident révoltant, la Division d'Investigation Criminelle en est toujours à mener son enquête. Une investigation qui aurait pu être bouclée en une heure et qui s'éternise. Comme d'habitude, aucun Palestinien n'a été interrogé. Comme d'habitude encore, aucun soldat n'a été arrêté, et bien sûr personne ne le sera. Une balle tirée à bout portant dans le ventre et qui tue.

Les réservistes qui ont tué Yasser Temeizi ont apparemment déjà été démobilisés. Peut-être sont-ils rentrés chez eux, le cœur léger et riches de l'expérience de leur service de réservistes. C'est vrai qu'ils n'ont pas participé à la guerre à Gaza, mais eux aussi ont tué, et comment ! Pourquoi non ? Voici, histoire de leur rendre service, le récit et le bilan de leur acte, dont de hauts officiers de l'armée israélienne ont déjà déterminé qu'il s'agissait « d'un incident grave » impliquant « une série de manquements graves ».

Âgé de 35 ans, habitant la bourgade de Idna, à l'ouest d'Hébron, époux de Haife, père de Firas, sept ans, et Hala, deux ans, Yasser Temeizi était un travailleur dévoué et diligent. Cela faisait 15 ans qu'il partait chaque matin travailler en Israël. Ces derniers mois, il travaillait à Ashdod, dans la société Charash qui assemble des structures de chargement pour camions. Sur sa dernière feuille de paie : « Catégorie de travailleur : autonomie », c'est dit dans la langue de l'occupation. Montant du paiement : 3935,73 shekels [745 €].

Quand la guerre a éclaté à Gaza, ses employeurs lui ont demandé de ne pas venir travailler avant un cessez-le-feu. Mais il faut nourrir la famille, alors Yasser Temeizi se rendait au « marché d'esclaves » de Kiryat Gat, dans l'espoir de trouver un job d'un ou deux jours. Et c'est encore ce qu'il a fait le matin du 13 janvier.

Ehoud Barak tentait, ce jour-là, de faire avancer un « cessez-le-feu humanitaire » d'une semaine, les paras progressaient en direction de la ville de Gaza, un septième membre d'une équipe médicale palestinienne était tué par nos forces et Jimmy Carter publiait son article : « Une guerre superflue ».

Ce matin-là, à cinq heures et demie, Yasser Temeizi est parti pour Kiryat Gat, son permis de travail en poche.

Aux alentours de neuf heures et demie, n'ayant pas trouvé de travail, il est revenu. Sa mère, Naife, lui a préparé un repas léger, puis il a proposé à son fils, Firas, de l'accompagner jusqu'à l'oliveraie familiale située à environ trois kilomètres à l'ouest de leur maison, à quelques centaines de mètres à l'est de la clôture de séparation, à l'intérieur des Territoires [occupés].

Ils ont chargé l'âne d'une bouteille d'eau et de nourriture puis se sont mis en route pour le lopin familial. S'il n'y a pas de travail en Israël, au moins ils s'occuperont des oliviers. Arrivés sur place, ils se sont mis au travail. Tout à coup, une jeep militaire est arrivée et quatre soldats en sont sortis. Le petit Firas les a vus s'approcher de son père. Très vite, il y a eu un échange de mots. Firas ne comprend pas l'hébreu, une langue que son père maniait très bien, et il ne savait donc pas sur quoi portait la polémique. Peu après, il a vu les soldats faire tomber son père par terre, sur le dos, puis lui attacher les mains dans le dos.

Les soldats ont ordonné à Firas de s'en aller chez lui. Son père le lui a dit aussi et le petit garçon, terrifié, s'en est allé à pied en direction de la maison, à plus d'une heure de marche de là. En chemin, dit-il, il s'est fait attaquer par des chiens et ce sont des bergers, des voisins, qui l'en ont sauvé. C'est la dernière fois que Firas a vu son père en vie. A terre et menotté, mais en vie.

Des témoins oculaires ont raconté au père de Yasser, Saker, un vieil homme portant le keffieh, avoir vu les soldats donner des coups de pieds à son fils qui était menotté et avait les yeux bandés. Les témoins ont tenté d'intervenir mais les soldats les ont chassés en les menaçant de leurs fusils. Moussa Abou-Hashhash, un enquêteur de B'Tselem, dispose de témoignages concordants. Finalement, selon les témoins, les soldats ont fait monter Yasser Temeizi dans la jeep et ils sont partis. C'était la dernière fois que des Palestiniens le voyaient en vie. Menotté, yeux bandés, mais en vie.

Entre temps, Firas était arrivé chez lui où il a raconté que son père avait été arrêté. A la maison, on ne s'en est pas inquiété outre mesure : un Palestinien qui se fait arrêter pour rien, c'est la routine. On était persuadé que Yasser serait libéré rapidement et qu'il rentrerait. Il a en effet tous les permis et jamais il n'a été impliqué dans quoi que ce soit. Les heures passaient, c'était déjà l'après-midi et Yasser n'était toujours pas rentré. Vers quatre heures, des voisins sont arrivés, racontant que Yasser avait été tué et que son corps se trouvait à l'hôpital al-Ahli d'Hébron.

Moussa Abou-Hashhash a filé à l'hôpital où il a vu le corps. Il témoigne avoir vu des marques de liens aux poignets. La balle était entrée dans le ventre et ressortie par la cuisse. Selon les experts, c'est l'indice que Yasser Temeizi a été abattu alors qu'il était assis. A bout portant. Le corps a été autopsié à l'institut de pathologie d'Abou Dis et Moussa Abou-Hashhash a obtenu les résultats de l'autopsie. La mort serait due à une hémorragie prolongée. Yasser Temeizi n'était pas mort à son arrivée à l'hôpital. Il aurait apparemment été possible de le sauver si des soins médicaux lui avaient été dispensés à temps.

Dix jours plus tard, Youval Azoulay publiait dans Haaretz un article sur ce cas. Il apparaît que peu de temps après cette mort, une enquête de l'armée a été menée avec la participation du commandant de division, le brigadier-général Noam Tivon et le commandant de la brigade, le colonel Oudi Ben-Moha, qui a amené à soupçonner « une série de manquements » de la part des soldats réservistes qui ont tué Yasser Temeizi.

Celui-ci a effectivement été amené au checkpoint de Tarkoumia et de là emmené à une base voisine. Ils l'ont tué à l'intérieur d'une pièce, sans témoins, après qu'il ait, selon leurs dires, tenté de saisir leur arme. Nul n'explique comment un Palestinien menotté peut se saisir d'une arme ni pourquoi la réaction immédiate consiste à tirer à balle réelle et à bout portant. Des responsables de l'armée ont fait savoir au journaliste Youval Azoulay que « le traitement de ce cas, en particulier au niveau de l'appel d'une assistance à un blessé, témoigne de ce qu'il y a eu des manquements graves. Il s'agit d'un incident grave et on ne peut se débarrasser de l'impression que si des soldats d'active avaient été sur place, cela ne serait pas arrivé. Les réservistes ne sont tout simplement ni compétents ni entraînés pour des scénarios de ce genre ». Des scénarios ? Entraînés ? Faut-il et est-il possible d'être entraînés à des situations pareilles ? Sur quoi doit porter l'entraînement ? Sur le fait qu'on ne tire pas sur un homme menotté ? Et qu'en présence d'un blessé, on fait immédiatement appel aux premiers soins ?

Le porte-parole de l'armée nous a communiqué cette semaine, un mois et demi après l'incident : « L'affaire fait l'objet d'une enquête menée par la Division d'Investigation Criminelle. Dès sa clôture, ses conclusions seront soumises à l'avis de l'Avocat Militaire. »

A Idna, le petit Firas rentre chez lui, portant sur le dos un sac bleu de l'UNICEF. De sa petite voix douce, il déroule l'histoire du dernier jour de papa. L'enfant raconte le trajet à dos d'âne jusqu'à l'oliveraie, les soldats qui jettent papa à terre sous ses yeux et son retour, seul, à la maison, avec les chiens qui lui aboyaient dessus et le fait qu'il avait peur. « Après, on m'a dit que papa était mort », dit froidement l'enfant chez qui les signes de traumatisme sont encore parfaitement reconnaissables.

Pour information aux soldats qui tuent un homme menotté et pour information à leurs commandants et à leurs enquêteurs.

Gideon Lévy

Haaretz, 27 février 2009

www.haaretz.co.il/hasite/spages/1067229.html

Version anglaise : 'They told me daddy died' - www.haaretz.com/hasen/spages/1067254.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article8144>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19